

REÇU LE 17 AOUT 2017

PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 11 AOUT 2017

Unité Départementale des Bouches du Rhône

Equipe de Marseille 3

Standard : 04 88 22 65 62

Monsieur le Directeur

VALSUD
ISDND de SEPTEMES LES VALLONS
Chemin du Vallon d'Oï
13240 SEPTEMES LES VALLONS

Référence : **SPR.VACS.2017.11 27**

S3IC : P1 / 64- 0568

Affaire suivie par : Equipe de Marseille 3

A l'attention de **M. Frédéric CLEMENT**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

ISDND de Septèmes-les-Vallons

Conclusions du contrôle sur pièce du 22 novembre 2016

Réf. : [0] Arrêté préfectoral n°2011-1330 PC du 3 novembre 2011 réglementant le site

[1] courrier Valsud C/FC/16.09.06-1 du 6 septembre 2016

[2] courrier DREAL n°1371 du 25 octobre 2016

[3] courrier Valsud C/FC/16.11.18-1 du 18 novembre 2016

[4] arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif à la valorisation des mâchefers en technique routière

[5] courrier Valsud C/FC/16.12.19-1 du 19 décembre 2016

[6] courrier Valsud C/FC/17.17.03-1 du 17 mars 2017

[7] arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non-dangereux

[8] courrier DREAL n°0719 du 19 mai 2017

[9] courrier Valsud C/FC/17.07.20-1 du 20 juillet 2017

P.J. : 1 fiche d'écart complétée

Copie : société VALSUD - 41, chemin Vicinal de La Millière – CS 20106 - 13396 MARSEILLE

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 6 septembre 2016 [1], vous m'avez transmis vos réponses et compléments d'information à la suite des écarts et remarques, formulés par l'inspection des installations classées à l'issue de la visite du 7 juin 2016. Au regard des éléments transmis concernant la remarque n°2 relative à la procédure d'acceptation préalable des

mâchefers sur votre installation, je vous ai demandé de compléter votre réponse par courrier du 25 octobre 2016 [2].

Par courrier du 18 novembre 2016 [3], vous m'avez transmis ces compléments d'information, qui m'ont amené à vous adresser une fiche d'écart. En effet, j'avais relevé que le seuil relatif à la concentration en plomb, défini par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 [4] et utilisé comme critère d'acceptation pour ce polluant, n'avait pas été respecté pour l'ensemble des lots de mâchefers reçus sur votre ISDND en 2015. Ce non-respect constituait un écart aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997, dispositions reprises à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Par courriers [5] et [6], vous avez complété votre réponse en indiquant que, d'une part, les seuils de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 [4] étaient utilisés uniquement pour définir le caractère taxable ou non, au titre de la TGAP, des mâchefers stockés sur votre installation et, d'autre part, que l'admissibilité des mâchefers au sein de votre ISDND était évaluée en fonction du caractère dangereux ou non-dangereux de ces déchets, au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Par courrier [8], je vous ai indiqué l'écart à la réglementation précitée n'avait pas fait l'objet d'une réponse satisfaisante au regard des dispositions de l'article 29 et de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 [7], qui disposent respectivement que « pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III » et que "Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser le test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation via un test de lixiviation à réaliser selon les normes en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviât porte sur les métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation ».

Ainsi, j'ai estimé que, outre le caractère non-dangereux des mâchefers réceptionnés, il convenait que vous définissiez également des seuils à respecter en matière de lixiviation dans le cadre de la démarche d'acceptation préalable de ces déchets. Aussi, je vous ai demandé de :

- définir et justifier les polluants devant faire l'objet d'un test de lixiviation et les seuils associés, dans le cadre de la démarche d'acceptation des mâchefers sur votre ISDND ;
- préciser les paramètres retenus et les seuils associés, utilisés dans le cadre de la démarche d'acceptation préalable des autres déchets reçus sur votre installation.

Par courrier [9], vous avez complété votre réponse à la fiche d'écart du 22 novembre 2016 en indiquant que :

- les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable et reçus sur votre site de Septèmes-les-Vallons sont les boues provenant d'installations de traitement des eaux usées, les terres et déblais provenant de sites contaminés, les mâchefers d'incinération et les déchets de grenailage ;
- dans un premier temps, vous contrôlez le respect des seuils associés à chaque paramètre mentionné au paragraphe 2.2.2 de la décision européenne 2003/33/CE du 19 décembre 2002 ;
- dans un second temps, en cas de dépassement d'au moins un des seuils précités, vous demandez au producteur du déchet de réaliser un test d'écotoxicité HP14, afin de contrôler la non-dangérosité du déchet concerné vis-à-vis de cette propriété.

J'estime que cette réponse est satisfaisante et répond aux dispositions de l'arrêté ministériel [7]. La fiche d'écart du 22 novembre 2016 est donc close.

Cette conclusion est reprise dans la fiche d'écart jointe.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,

V. LAMBERT


p/Le Chef de l'Unité
risques chroniques et sanitaires

FICHE D'ECART

Fiche n°

1

Réponse de l'exploitant attendue sous 3 semaines après la visite d'inspection

Exploitant : Valsud

Site inspecté : ISDND Septèmes-les-Vallons

Date de l'inspection: 22/11/16

Constat de l'inspecteur : par courrier C/FC/16.09.06-1 du 06/09/16, l'exploitant a transmis les résultats des analyses mensuelles, réalisées sur les mâchefers reçus sur l'ISDND de Septèmes-les-vallons au cours de l'année 2015. Ces analyses montrent les valeurs en plomb suivantes :

MOIS	JANV	FEV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET
CONCENTRATION EN PLOMB (MG/KG)	13,7	6,21	49,5	5,26	32,6	20,7	31,4

INSPECTION

Par courrier C/FC/16.11.18-1 du 18/11/16, l'exploitant a indiqué que les paramètres à contrôler et les seuils associés à respecter, dans le cadre de la démarche d'acceptation préalable de ces déchets, sont ceux de l'arrêté ministériel du 18/11/11 : or, cet arrêté définit un seuil maximal de 1,6 mg/kg pour le plomb.

Le seuil d'acceptation pour le plomb n'a donc pas été respecté pour les mâchefers reçus sur le site de Septèmes-les-Vallons en 2015.

Ecart aux dispositions de (indiquer le référentiel réglementaire opposable) : article 6 de l'arrêté ministériel du 09/09/97 et article 29 de l'arrêté ministériel du 15/02/16

En cas d'omission, la liste des écarts établie à l'issue de la visite d'inspection pourra être complétée ultérieurement

Signature de l'Inspecteur

L'exploitant reconnaît avoir pris connaissance des écarts constatés par l'inspection

Représentant de l'exploitant

Fonction et Signature

F. UENEN Directeur d'Unité Opérationnelle

EXPLOITANT

Commentaires et réponses de l'exploitant : (suites envisagées, actions curatives et correctives avec leurs délais d'application)

Le site de Septèmes reçoit les mâchefers des usines d'incinération de déchets non dangereux de Nice (Sonitherm) et Antibes (Valomed).

Le guide Setra dans son édition d'Octobre 2012, validée par le MEDDE, précise en page 7 que "Selon les résultats de l'étude nationale de caractérisation H14 des mâchefers de Novembre 2011, les mâchefers issus de de l'incinération de déchets non dangereux (MIDND) sont des déchets non dangereux".

Par ailleurs, dans le cadre de leurs arrêtés préfectoraux respectifs, Sonitherm et Valomed procèdent annuellement à une caractérisation de leurs mâchefers produits basée sur la recherche des propriétés définies à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.

Les analyses de 2015 en pièces jointes de ces deux installations démontrent qu'il s'agit bien de déchets non dangereux.

Les paramètres à contrôler et seuils associés définis dans l'Arrêté Ministériel du 18/11/11 permettent de définir si les mâchefers sont valorisables ou non et ainsi d'appliquer ou pas la T.G.A.P.

Ainsi, l'acceptation des mâchefers sur le site de Septèmes est définie principalement selon leurs caractérisations déchets dangereux / déchets non dangereux réalisées par les installations et selon les prescriptions de leurs arrêtés pour définir la filière d'élimination. Notre réponse relative à l'arrêté ministériel du 18/11/11 était incomplète.

Suites susceptibles d'être données

Ecart levé Oui ☒ Non ☐
 Proposition de mise en demeure Oui ☐ Non ☒
 Proposition d'arrêté complémentaire Oui ☐ Non ☒

Commentaires :

Ecart levé au regard des compléments apportés par courrier du 20/07/17.

L'inspection le : 25/07/17

☒ Fiche soldée le : 25/07/17.

DREAL

